Naissance d'une ville alpine : Grenoble (XVIIe-début du XXe siècle)

Autor(en): **Favier, René**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Histoire des Alpes = Storia delle Alpi = Geschichte der Alpen**

Band (Jahr): **8 (2003)**

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-9243

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

NAISSANCE D'UNE VILLE ALPINE

GRENOBLE (XVIIE–DÉBUT DU XXE SIÈCLE)

René Favier

Zusammenfassung

Die Geburt einer alpinen Stadt. Grenoble, 17. bis frühes 20. Jahrhundert

Die Wahrnehmung des Bergcharakters einer Stadt unterliegt dem historischen Wandel. Im 17. und 18. Jahrhundert wurde die Tatsache, dass Grenoble in den Alpen liegt, in geografischen Beschreibungen kaum zur Kenntnis genommen. Sogar auf einigen bildlichen Darstellungen erschien die Stadt ohne die eindrücklichen Bergketten, die sie umgeben. Erst seit dem 19. Jahrhundert, und vor allem ab 1850, begann sich das Bild von Grenoble als einer alpinen Stadt in den Köpfen der Menschen festzusetzen, und heute propagieren zum Beispiel Postkarten, dass es sich um die «Kapitale der Alpen» handle. Der Artikel konzentriert sich auf verschiedene Faktoren, die zu diesem Wandel beigetragen haben: die militärische Funktion von Grenoble, der aufkommende Tourismus und Alpinismus, die Elektrizitätswirtschaft und die Universität. Auf der wissenschaftlichen Ebene zeigte besonders die Gründung des *Institut de Géographie Alpine* durch Raoul Blanchard im Jahr 1906, wie stark sich die Stadt nun den Alpen zuwandte.

Toute la communication le dit: Grenoble est une ville «alpine». C'est même, à en croire les invocations communes sur les cartes postales les plus banales, la «capitale des Alpes françaises». L'image est si présente qu'elle apparaît également dans les revues scientifiques étrangères comme l'incarnation de la ville «alpine». A ce titre, la ville est d'ailleurs candidate au siège de capitale de la Convention alpine.[1]

Il n'est nullement question dans le cadre de cette brève présentation historique d'analyser la pertinence de telles affirmations. En quoi la ville est-elle objectivement plus alpine que d'autres villes françaises (Chambéry, Annecy)? En quoi par rapport à celles-ci, ses prétentions sont-elles justifiées? On observera ainsi que c'est récemment à Chambéry que le gouvernement français a choisi, pour des raisons essentiellement politiques, de créer un Institut de la Montagne. On observera également qu'à l'échelle de l'Arc alpin, d'autres villes (Bolzano, Innsbruck, Lugano, Maribor) sont candidates au siège de la Convention alpine.[2] Le propos se limitera à l'étude de la construction historique de cette image fondatrice de l'imaginaire grenoblois.

UNE VILLE DANS LA MONTAGNE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

La simple observation d'une carte le dit. Pour n'être située qu'à 220 mètres. d'altitude, Grenoble n'en est pas moins une ville dans les Alpes. Cet environnement montagnard pourtant n'apparut pas comme une caractéristique propre de la ville chez les auteurs des XVIIe et XVIIIe siècles. Beaucoup de dictionnaires ou de descriptions géographiques oublient cette mention. Il en allait ainsi tant pour la *Méthode pour étudier la Géographie* de l'abbé Lenglet-Dufresnoy publiée à Paris, 1761 que pour Piganiol de la Force dans sa *Nouvelle description de la France,* véritable bestseller constamment réédité durant toute la première moitié du XVIIIe siècle, ou le très important *Dictionnaire géographique, historique et politique* des Gaules publié par l'abbé Expilly en 1764.[3] Il en allait de même de certains graveurs qui négligeaient toute représentation de la montagne dans les paysages grenoblois.

Tous cependant n'étaient pas aussi discrets. Le massif de Belledonne apparaît ainsi avec un réalisme certain, tant chez Martin Zeiller au début du XVIIe siècle que dans la *Vue de Grenoble* dessinée par Le May à la fin du

XVIIIe siècle. Au mieux cependant, les auteurs décrivaient-ils sommairement l'environnement montagneux. Ainsi l'Allemand Abraham Gölnitz qui traversa le Dauphiné au début du XVIIe siècle signalait-il: «Elle est bâtie en ovale, dans une plaine qui s'élève insensiblement vers des montagnes couvertes de vignes qui ne le cèdent en fertilité à aucun pays. Elle est arrosée par l'Isère qui sort des Alpes orientales et se précipitent en un cours impétueux à travers la Tarentaise et la Maurienne, et qui, après avoir arrosé le Dauphiné se jette dans le Rhône entre Tain et Valence.»[4] Jouvin de Rochefort pour sa part, auteur d'un guide de voyages fort prisé, n'était pas plus explicite: «Grenoble est la ville capitale du Dauphiné, située au bord de la rivière d'Isère qui la divise en deux parties inégales; la plus petite est au pied d'une rangée de hautes Montagnes, dont les murailles de la ville enveloppent une partie afin d'oster occasion à l'ennemy (si il venoit assiéger) de l'attaquer par ce costé-là. La plus grande partie est dans la plaine, éloignée près d'une lieue des hautes Montagnes.»[5]

Mais si la ville s'adossait aux Alpes, elle leur restait pour l'essentiel étrangère et n'en tirait aucune substance. Pour tous les auteurs, ce qui faisait la ville était avant tout sa fonction de capitale administrative sur un territoire qui n'était que partiellement montagnard. Loin d'être consubstantiel à la cité, ce cadre montagnard était avant tout vu comme une entrave à la bonne administration du territoire par les difficultés qu'il imposait. La montagne s'im-posait aussi par les menaces qu'elle laissait planer, à commencer par les dangers d'inondation: «L'Isère arrose ses murailles et le Drac inonde ses campagnes, quoique ce ne soit qu'un petit torrent, de sorte qu'on craint qu'il ne submerge un jour toute la ville».[6] Jouvin de Rochefort ajoutait que les montagnes étaient aussi facteur de grands froids et de mauvais temps. D'autres y voyaient un repaire de monstres et de bêtes sauvages. Mieux que tout autre, le précieux René Le Pays exprimait dans sa correspondance la distance qui séparait Grenoble de la montagne: «La Fortune m'a conduit dans ce lieu où je souhaite, par bien des raisons, qu'elle ne me retienne pas longtemps. Puisque vous désirez que je vous mande quelle est cette ville et si elle mérite la réputation qu'elle a en France, je vous avouerais qu'en y arrivant j'ay été surpris. Sa situation extraordinaire m'a donné un estonnement dont je ne suis pas bien revenu, et que vous ne trouverez point estrange quand je vous auray dit qu'elle est située dans un valon entouré de montagnes si prodigieuses que quand on y est, on croit estre dans un monde particulier.

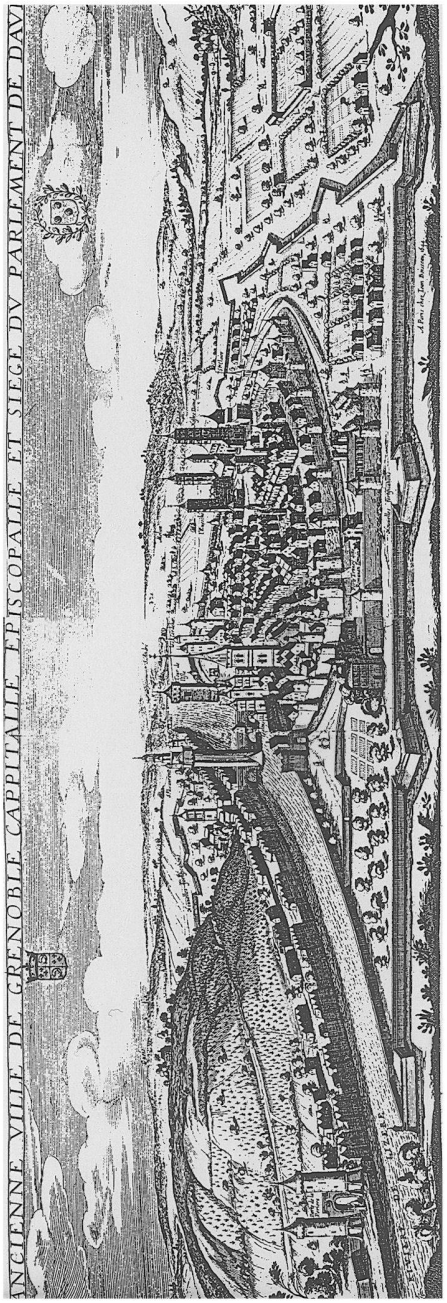

Fig. 1: *Vue de Grenoble vers 1640. M. Merian, gravure.*

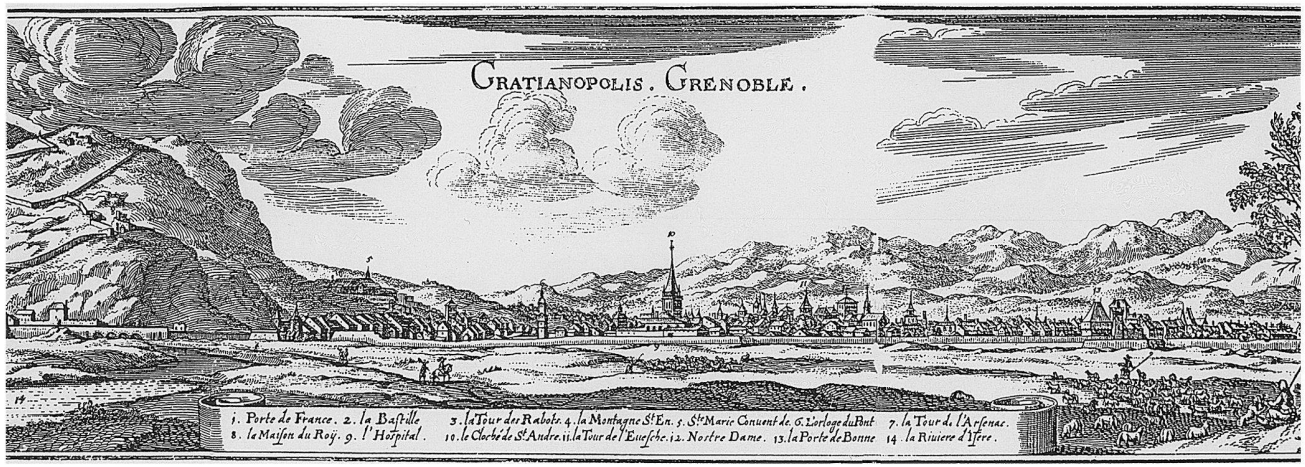

Fig. 2: *Vue de Grenoble 1644. Boisseau, gravure.*

L'on ne sçait presque par où l'on y a pu entrer, par où l'on en pourra sortir, ny par où avoir commerce avec le reste du monde.»[7]
«Cependant, ajoutait-il, ce valon, ces montagnes et ces rochers qui sembloient destinez du ciel pour servir de demeure aux ours et aux autres bestes sauvages, sont habitez par les gens du monde les plus civilisez et les plus polis. Les femmes sont bien faites et quoique montagnardes, ne peuvent point passer pour des bestes farouches [...]. Jamais demeure ne fut moins sauvage que celle-cy, quoyqu'elle soit au milieu des montagnes et des bois.»
Pour lui, comme pour tous ses contemporains, la ville s'opposait à la montagne comme îlot de civilité. «Cela n'empêche pas que Grenoble soit l'une des plus belles villes du Royaume, eu égard à la quantité de ses beaux palais, de ses grands Edifices, de ses Eglises bien ornées, de ses rues remplies de riches Marchands et de ses grandes Places, entre lesquelles celle de la Grenette est l'une des plus considérables dans sa longueur», précisait pour sa part Jouvin de Rochefort.
Ces discours il est vrai ne faisaient que reproduire, voire amplifier, un mode de représentation ordinaire de la ville chez les auteurs anciens. Pour tous, jusqu'au début du XVIIIe siècle, celle-ci était délimitée par ses murs qui la séparaient du monde rural environnant, et s'imposait comme un isolat dans l'espace, tirant son existence bien davantage de son histoire que du territoire dans lequel elle s'inscrivait.[8] L'absence commune de la représentation de tout faubourg chez les graveurs soulignait à sa manière cette représentation de la ville qui se détachait sur le paysage «comme un blason».[9]

GRENOBLE ET LA DÉCOUVERTE DE LA MONTAGNE (FIN XVIIIE–XIXE SIÈCLES)

La découverte romantique de la montagne à la fin du XVIIIe siècle ne modifia guère les représentations anciennes. Ce sont les montagnes savoyardes, bien davantage que dauphinoises, qui firent l'objet des attentions nouvelles. Grenoble au demeurant resta ignorée des principaux promoteurs de cet engouement nouveau pour la montagne, à commencer par Horace Bénédicte de Saussure qui ne la visita jamais. Ce n'est véritablement qu'à partir du XIXe siècle, surtout la seconde moitié du siècle, que la montagne commença à s'imposer véritablement dans l'imaginaire grenoblois. La dispari-

tion lors de la Révolution française du cadre institutionnel sur lequel la ville avait construit son identité – la province de Dauphiné dont elle était la capitale – ne fut sans doute pas sans conséquence dans la construction progressive de ce nouveau discours identitaire.

La porte des Alpes

Davantage que le tourisme de montagne naissant, ce fut d'abord par sa fonction militaire que la ville fut identifiée au monde alpin. Depuis le début du XVIIIe siècle, la ville a été amenée à jouer un rôle grandissant dans la défense des Alpes. Si jusqu'alors, c'était sur les places italiennes (Pignerol surtout) que la monarchie française avait fondé la défense de la frontière, la perte des vallées transalpines au début du XVIIIe siècle imposa un changement majeur dans le dispositif de défense avec la construction de places fortes dans le haut Dauphiné d'abord (Briançon, Montdauphin au XVIIIe siècle), puis dans la vallée du Grésivaudan. Outre sur la forteresse de Barraux, la défense de la frontière reposa à partir de la première moitié du XIXe siècle sur le renforcement de la place de Grenoble (la construction de l'enceinte Haxo) et la construction d'une série de forts dominant la ville (notamment celui du Saint-Eynard sur les sommets de la Chartreuse). Au centre de ce dispositif de défense, Grenoble fut amenée à jouer un rôle régulateur et de commandement.

Cette image devint une constante de la représentation grenobloise. En 1894, le Guide bleu présentait la ville comme ayant «un des premiers rangs parmi les places fortes. En outre de sa farouche ceinture de montagnes, elle est défendue par plusieurs forts construits récemment; ceux de la Bastille et de Rabot, et ceux du mont Saint-Eynard, de Bourcet, de Murier, de Montavie, des Quatre-Seigneurs et de Comboire».[10] Chez certains auteurs, cette image était même associée à celle du montagnard rugueux et courageux, gardien jaloux de sa liberté: «Grenoble est une de ces cités dont l'origine, le caractère particulier, l'existence et l'histoire tout entière s'expliquent par les avantages que présente la configuration topographique du sol sur lequel elles sont assises, soit pour dominer un pays par la force des armes, soit pour le défendre contre les attaques du dehors. [...] C'est plutôt [...] aux besoins de la domination et de la défense qu'aux ressources naturelles de cette contrée que Grenoble doit le rang de capitale auquel elle s'est élevée sous les anciens souverains [...]. Mais si les avantages militaires de sa position lui ont

surtout assuré cette prééminence sur les autres villes du Dauphiné, le génie de ses habitants n'a pas été au-dessous de sa fortune: doués d'un esprit énergique, généreux, progressif, les Grenoblois [...] tiennent par leur caractère et leurs habitudes, encore plus du montagnard que du citadin. Aussi les solides et brillantes qualités de cette noble race lui méritent-elles l'honneur d'être comptée au petit nombre des populations qui ont conservé une forte individualité à une époque où les caractères distinctifs de la plupart de nos villes se sont graduellement effacés dans l'unité et l'uniformité générale des esprits.»[11]

Les débuts du tourisme de montagne

C'est au début du XIXe siècle seulement que les voyageurs commencèrent à «découvrir» les Alpes dauphinoises. Les nouvelles perspectives choisies par les artistes dans leur représentation de la ville rendent compte de cette perception nouvelle des montagnes qui la dominaient. Rapidement, le goût de la montagne commença à toucher les élites grenobloises. Les premières excursions dans le massif de la Chartreuse et du Vercors furent organisées à la fin des années 1830; celles dans le massif de Belledonne et jusqu'à La Bérarde dans les années 1840. «Plusieurs groupes s'étaient formés», rapportait à la fin du XIXe siècle l'érudit-montagnard Henri Ferrand. «Un entre autres composé de M. le docteur Buissard, des frères Amédée et Jules Robert, de M. Henri Ferrand mon père, excursionna de 1835 à 1848, ravissant le Grand-Som, la Dent de Crolles, Charmant-Som, la Moucherolle etc. Ils avaient même poussé jusqu'aux Sept-Laux, passé la nuit sous une pierre et descendu au hasard le long de l'écoulement des lacs vers le Rivier d'Allemont. Un autre groupe plus hardi composé de MM. Arthaud, Corcellet, Gustave Thevenet, s'avança jusqu'à La Bérarde et franchit en 1846 le col de la Temple, descendant en Vallouise par le passage que les chasseurs de chamois Rodier père et fils avaient retrouvé deux ans auparavant. D'autres montaient même à Chamrousse et au pic de la Croix de Belledonne. Belledonne! C'était alors le nec plus ultra de l'endurance et de l'audace.»[12]

Les années 1840–1850 virent se multiplier les premiers guides à destination des excursionnistes.[13] Le développement des chemins de fer pour leur part favorisa l'acheminement des randonneurs. Le *Bulletin officiel des Chemins de fer du Dauphiné,* bientôt transformé en *Revue des Alpes,* fit son apparition le 4 juillet 1857, et cette feuille donna naissance à un grand nombre de

productions montagnardes. A Grenoble même, un embryon d'organisation permettait un meilleur accès à la montagne. Des voitures publiques partaient le matin du centre ville vers la Chartreuse, le Vercors, l'Oisans, tandis que les autorités départementales favorisèrent la création de nouvelles routes à travers la montagne: routes des cols de Porte et du Cucheron en Chartreuse, route des gorges de la Bourne en Vercors. À partir des années 1860, l'arrivée des premiers alpinistes anglais (Wymper dans l'Oisans) finit de consacrer cette promotion tardive des Alpes dauphinoises.

L'explosion du tourisme de montagne à la fin du XIXe siècle

C'est à la défaite de 1870 que Henri Ferrand attribuait l'explosion du tourisme de montagne à Grenoble. Le 2 avril 1874 avait été créé à Paris le «Club Alpin Français» pour lutter contre «l'amollissement de la jeunesse» qui avait «eu une grande part dans les malheurs de la France». Dès le 27 août 1874, était fondée à Grenoble une section qui comptait 66 membres au 1er avril 1875. A sa tête figurait alors le comte Louis de Saint-Ferreol qui donna au club une vigoureuse impulsion: «L'alpinisme, si l'on veut entendre par ce mot l'organisation de la montagne, commençait à germer dans notre ville», précisait H. Ferrand. Mieux pourtant que la création de la section grenobloise du CAF, celle de la «Société des Touristes du Dauphiné» en avril 1875 dans l'arrière boutique du libraire Drevet, témoigna de la place acquise par le tourisme de montagne dans la ville. Derrière la contestation du prélèvement opéré par le CAF national sur la cotisation des membres, il s'agissait d'affirmer la maîtrise que les notables grenoblois entendaient avoir sur leur environnement montagnard. La société qui s'efforça de proposer des services pratiques (notamment l'installation de chalets) compta rapidement 300 membres, puis 445 au début de 1876. Dans les années qui suivirent, d'autres sociétés, plus ouvertes socialement, furent à leur tour créées: «Société des Grimpeurs des Alpes» (1889) regroupant des petits négociants; «Société des alpinistes grenoblois» (1892) avec des employés du commerce et de l'industrie; «Club des ascensionnistes grenoblois» (1899); les Jarrets d'acier (1912).

Ville délibérément alpine, telle s'affirmait alors Grenoble. Telle était l'image qu'elle entendait diffuser à travers les guides de voyages. Le *Guide Marchand,* publié à Grenoble, vantait avec emphase le cadre montagnard de la ville: «Le spectacle, là, est inimaginable. Sans exagération, le point de vue, là,

est unique en Europe. C'est un saisissement qui vous surprend d'abord, étonne, émeut, remue, pénètre».[14]

Plus disert, le *Guide bleu* de 1894 donnait une image particulièrement colorée de la ville: «Voici la reine des Alpes. Au milieu même de cet inextricable massif montagneux qui semble défier les efforts du progrès et de la civilisation, une ville toute fraîche, toute blanche, coquette et vivante, fière d'être grande cité, spirituelle comme une Athènes et si éprise d'art et de beauté qu'elle est bien capable de s'être enfermée là, loin de tout, dans sa multiple enceinte inexpugnable, pour mieux jouir jalousement du pittoresque et de la splendeur des alentours [...]. De cette place Grenette, c'est tout Grenoble qu'on voit défiler. Un va-et-vient ouvrier, de bourgerons campagnards, des culottes rouges et de crânes bérets posés sur l'oreille, et, au milieu de ce Grenoble intime, le flot bruyant des touristes, bâtons ferrés en main et sac au dos, accompagnés de guides. Français et étrangers se confondent. Des Anglais en costume à carreaux, des Allemands à petits chapeaux de feutre, des Ecossais en culotte courte et casquette à rubans, des Américains très classiques, favoris fauves et traditionnelles sacoches et, du côté féminin, des toilettes d'été dont la vue noierait d'aise un impressionniste, toques multicolores, chapeaux vastes, longues torsades de gaze s'enroulant aux yokos et flottant comme des pavillons; robes roses, bleues, blanches, toute une gamme de teintes printanières dont se réjouissent les yeux. Tout ce joyeux monde s'apprête à faire quelque belle ascension alpine, ou en revient satisfait. Le mouvement flue vers les hôtels qui regorgent. Et le brouhaha des voitures! ce ne sont que des diligences de toutes formes, partant ou arrivant, omnibus et tramways faisant le service de la gare, berlines immenses attelées de chevaux robustes et dont les claires grelots emplissent l'oreille de tintinnabulements. Tous ces véhicules sont combles. Et c'est un exode incessant vers les centres d'excursions réputés, vers Uriage, la Grande-Chartreuse, Sassenage, Villard-de-Lans, Claix, Varces, Vizille, Bourg-d'Oisans, La Grave, Briançon, Allevard, Corenc, Crolles, Laffrey, La Mure, Noyarey, Tencin, Veurey, Voiron, ailleurs encore.»[15]

Plus que d'autres, Henri Ferrand fut un infatigable propagandiste d'une cité qu'il n'hésitait pas à qualifier de «reine de l'alpinisme»: «De toutes les villes de France d'une certaine importance, Grenoble est la plus admirablement située par rapport aux montagnes. Sur tout le pourtour de la plaine qui l'environne, les hauteurs se dressent, rejoignant leurs replis à l'horizon, de telle sorte que la ville semble entourée par les monts d'une ceinture continue. A

Fig. 3: *Vue de Grenoble vers 1900. Carte postale.*

chaque extrémité de rue, une cime scintille au-dessus des toits, l'un des quartiers de la ville est construit sur le dernier renflement des montagnes de la Chartreuse, mais c'est surtout des quais de l'Isère que se développe aux yeux le magnifique éventail des crêtes de la chaîne des alpes dauphinoises et des escarpements du Vercors. L'espace de six à huit kilomètres qui sépare la ville de cette pittoresque enceinte lui ménage abondamment l'air et la lumière, mais les monts sont assez grands, assez abrupts, assez hauts sur l'horizon pour que l'œil en scrute tous les replis, en caresse tous les détails. Ils s'imposent à la vue comme une réclame sans cesse renouvelée, on s'y intéresse en quelque sorte malgré soi et on y va. Ainsi notre ville de Grenoble a-t-elle depuis longtemps mérité le surnom de Reine de l'Alpinisme.»[16]

La création en 1889 du «Syndicat d'Initiative de Grenoble et du Dauphiné», le premier de France incarna cette volonté de promouvoir l'image d'une capitale des Alpes françaises. «Les débuts de cette nouvelle Société, limitée d'abord à une sorte de Commission des agréments de séjour, furent modestes et hésitants. Cependant, elle institua bientôt un bureau de renseignement à

l'usage des étrangers et même de nos concitoyens [...]. Les renseignements fournis prirent bientôt une ampleur considérable.»[17]
Rapidement imité dans d'autres villes alpines, il organisait en1897 le premier congrès des Syndicats d'initiative, appelé «Syndicat des Alpes françaises». «Située au confluent de l'Isère et du Drac, dans la magnifique plaine du Grésivaudan et entourée de montagnes imposantes, Grenoble est assurément sans rivale en France au point de vue pittoresque», assurait trois ans plus tard la brochure qu'il publiait simultanément en français et en anglais.[18] De la même façon, les cartes postales commencèrent à identifier systématiquement la ville à la montagne, voire à la haute montagne.
Dans les mêmes années, l'électrification de certaines lignes par la «Société grenobloise des Tramways électriques» rendait en outre l'approche de la montagne plus facile et ouvrait la voie à un flot grandissant d'excursionnistes, tandis que la naissance des sports d'hiver dans les dernières années du siècle donna au tourisme grenoblois une dimension nouvelle: «L'exhibition et l'usage des skis provoquèrent un enthousiasme général. Tout le monde actuellement fait du ski, et c'est un spectacle assez curieux que de voir, les dimanches et jours de fêtes, les guichets assiégés et les gares encombrées par cette foule aux épaules de laquelle s'entrechoquent de longues palettes.»[19]

MUTATIONS INDUSTRIELLES ET UNIVERSITAIRES (FIN XIXE–DÉBUT XXE SIÈCLES)

La Houille Blanche

Cette électrification de lignes de tramways qui favorisait l'arrivée des skieurs aux pieds des premières stations, n'était pourtant qu'une conséquence secondaire d'une autre révolution bien plus considérable pour Grenoble. Dès son origine, la ville fut en effet associée à l'épopée de la Houille Blanche. C'est à Lancey, aux portes de Grenoble, qu'Aristide Bergès commença à partir de 1869 à exploiter de manière systématique l'énergie hydraulique avec l'installation de conduites forcées. C'est entre Grenoble et Vizille que furent réalisées les premières expériences de transport de l'électricité par Marcel Deprez en 1883. Si Grenoble revendiqua très tôt le titre de «capitale de la Houille Blanche», les retombées directes sur le bassin industriel grenoblois furent en réalité limitées à la création et au développement d'indus-

tries liées à la construction des chutes (cimenteries, matériels de travaux publics, chaudronnerie, conduites forcées, vannes, turbines) et à la production de matériels électriques pour les réseaux (transformateurs, contacteurs, interrupteurs...).[20] Les retombées étaient beaucoup plus considérables dans les vallées alpines elles-mêmes. Pour autant, cette mutation industrielle associa étroitement les images de Grenoble et de la montagne et favorisa également de nouvelles orientations de l'université grenobloise.

L'université de Grenoble et la montagne

Dans ce contexte d'ouverture sur la montagne, la loi sur l'enseignement supérieur de 1896 donna en effet à Grenoble l'opportunité de développer des orientations nouvelles. «Toute activité est vaine qui ne s'adapte pas au milieu, et [...] une université doit être la concentration des forces intellectuelles et la mise en œuvre des richesses naturelles de la région»,[21] soulignait à Grenoble en 1901 le Directeur des Enseignements supérieurs. En 1896, la loi avait incité les universités à rechercher un contact plus étroit avec leur environnement local et à orienter davantage les étudiants vers les enseignements scientifiques. Elle encourageait plus particulièrement les universités à favoriser les initiatives locales en multipliant, à côté des enseignements de culture générale, «des écoles, laboratoires, ateliers d'études où s'élaborent les sciences nouvelles». Pour le président du conseil de l'université de Grenoble, il convenait ainsi de «constituer des universités [...] [en] s'inspirant des idées propres de chaque partie de la France dans la variété que comporte l'unité du pays, rivales des universités voisines, associant dans ces rivalités l'intérêt de leur prospérité au désir qu'ont les grandes villes de faire mieux que les autres». En dotant enfin les universités de budgets autonomes, la loi leur permettait non seulement de recevoir dons et legs, mais aussi des subventions locales, et donnait aux facultés la possibilité de mettre leurs ressources en commun pour la création d'œuvres d'intérêt général. Le milieu local sut rapidement tirer profit des dispositions de la nouvelle loi. Cette «nuit du 4 août» de l'université de Grenoble favorisa l'émergence de plusieurs institutions nouvelles qui façonnèrent son image d'université «alpine». Trois institutions principalement contribuèrent à façonner cette nouvelle image.
Créé dès le 3 juillet 1896 à l'instigation de Henri Hauvette, professeur de littérature italienne et de Marcel Reymond (amateur fortuné, esthète et historien de l'art), le «Comité de patronage des étudiants étrangers» cher-

cha à exploiter l'image nouvelle de Grenoble et l'attrait grandissant de la montagne. «Lorsqu'une université se trouve dans un pays aussi merveilleux que celui-ci, elle doit en exploiter jusqu'à la beauté», affirmait en 1909 le Directeur des Enseignements supérieurs, M. Bayet. Son succès fut rapide. Si l'université n'accueillit qu'un seul étudiant étranger (un allemand) la première année (ce qui fit dire à Marcel Reymond qu'il était le «président du Comité de patronage de l'étudiant étranger!»), cinq seulement la seconde année, le chiffre atteignit près de 300 en 1901, et près de 1200 à la veille de la Première Guerre mondiale (dont 548 d'origine allemande ou autrichienne), répartis dans les différentes facultés. En attirant à Grenoble des étudiants désireux de découvrir à leur tour le monde alpin français, le comité permit ainsi à l'université de s'ouvrir sur l'étranger et d'élargir l'audience de ses facultés hors des frontières du pays.

La création en 1900 de l'«Institut Électrotechnique», transformé en «Institut Polytechnique» en 1909, eut une importance encore plus considérable. L'initiative en revint à un maître de conférences de la Faculté des Sciences, Paul Janet, qui, dès 1892, avait cherché à promouvoir à l'université un véritable enseignement technique et à introduire plus particulièrement un cours sur l'électricité industrielle. Cette initiative n'avait pas soulevé un grand enthousiasme chez le doyen de la faculté des Sciences: «Ouvrir un cours d'électricité à la Faculté de Grenoble, c'était, me disait-il, comme si un professeur d'histoire voulait y ouvrir un cours sur la Journée des Tuiles.» Pour réaliser son projet, il imagina alors d'introduire dans les cours publics de science physique qu'organisait chaque année la ville de Grenoble un enseignement sur l'électricité industrielle. Le premier cours se déroula le 2 février 1892 dans un amphithéâtre pris d'assaut par un public dans lequel figurait Aristide Bergès: «On peut dire – écrivit-il plus tard – que c'est ce soir du 2 février 1892 que l'Institut Électrotechnique est né à la vie.»

Le soutien des collectivités locales (la ville mit à la disposition de l'Institut les premiers bâtiments) et surtout des milieux industriels donna à la nouvelle École les moyens de son existence. Le projet en effet répondait aux intérêts des entreprises régionales qui se plaignaient du «vasselage» que constituait le fait de devoir recruter à l'étranger (Suisse, Belgique) les techniciens et les ingénieurs dont elles avaient besoin pour la maîtrise des problèmes de l'hydroélectricité, et aspiraient à trouver sur place une «pépinière de chefs d'usine et d'entreprise». L'idée prit aussi corps que, grâce aux travaux sur le

Fig. 4: *Vue de Grenoble vers 2000. Carte postale.*

transport d'énergie à grande distance, un tel enseignement favoriserait le développement régional. Une école d'électricité industrielle pouvait ainsi devenir l'instrument d'une grande mutation industrielle. «Nous assistons aux débuts d'une évolution qui ne tardera pas à transformer profondément les conditions de la vie industrielle dans notre ville et notre région», affirmait le président de la «Société pour le développement de l'enseignement technique», M. de Renéville qui se disait persuadé d'assister «au commencement d'une évolution qui fera de Grenoble un grand centre industriel analogue à ceux qui se sont formés sur les bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais. Les mines de charbon s'épuiseront; les chutes d'eau resteront et les réserves de nos montagnes en énergie hydraulique sont immenses.»
L'École était le gage d'un avenir «rassurant» que la «fée électricité» assurait en «bannissant» la pollution de la fumée des usines: «C'est aussi le rêve d'une cité nouvelle, dressant au débouché des vallées ses voies bordées d'usines nombreuses: fabriques de soie, de papiers, de toiles, ateliers de construction, scieries mécaniques, industries les plus diverses, d'où serait bannie la fumée qui contamine l'air et obscurcit la lumière.»[22]

Aussi, la «Société pour le développement de l'enseignement technique» créée en 1900 par des industriels et des universitaires, rassembla-t-elle en quelques mois la somme de 10'000 francs pour la fondation de l'Institut. L'ouverture le 1er novembre 1900, l'«Institut électrotechnique» fut la conséquence rapide de ce nouvel enseignement. Lors de l'inauguration officielle le 11 mars 1901, tous les orateurs invoquèrent avec un flot d'éloquence l'importance du nouvel établissement dans le «pays de la Houille Blanche, où l'électricité ruisselle de tous les sommets des Alpes, obéissant à qui sait l'arrêter et la saisir au passage, prête à se métamorphoser au gré de nos besoins en lumière, en force, en travail de toute sorte, ouvrière de richesse et de bien-être».[23]

L'Institut devint le noyau autour duquel se cristallisèrent toutes les entreprises de recherches et d'enseignement technique en relation avec l'hydroélectricité. En juillet 1907, la «Chambre syndicale des Forces hydrauliques, de l'Électrométallurgie, de l'Électrochimie et des Industries» émettait le vœu de promouvoir l'installation d'un laboratoire d'essais hydrauliques, destiné à mesurer le rendement des turbines: «Grenoble, pour un ensemble de raisons techniques indiscutables, abondance de forces motrices hydrauliques et électriques, proximité d'installations hydrauliques les plus nombreuses et les plus variées, etc., semble la ville d'élection d'une telle institution.»

L'industrie papetière, «fille de l'eau pure et de l'hydroélectricité» était également demandeuse. En septembre 1907 était ainsi décidée, lors du Congrès de l'«Union des Fabricants de Papier de France», la création d'une «École de Papeterie», rattachée à l'Institut de Grenoble. Certains envisageaient au même moment de créer une école technique pour «l'industrie si grenobloise de la ganterie».[24] En 1909, l'institut affirmait sa volonté de ne pas être seulement «électrotechnique, mais suivant une pensée chère à M. Brenier, et conformément à son désir nettement exprimé, ce sera un véritable Polytechnicum embrassant les principales industries de la région».

De fait, il prit alors le nom d'«Institut Polytechnique» et accrut encore son audience. A la veille de la Grande Guerre, il comptait 450 élèves dont un certain nombre d'étrangers qui contribuèrent à diffuser les «techniques alpines» dans le monde.

La création de l'«Institut de Géographie Alpine» en 1906 participa de ce même mouvement de rénovation de l'Université de Grenoble, et de son ouverture sur le monde alpin. Jusqu'au début du XXe siècle, l'enseignement universitaire de la géographie était totalement absent de Grenoble, comme

dans beaucoup d'universités françaises. La connaissance des Alpes françaises restait quant à elle très superficielle. L'essentiel était dû à un érudit local, Henri Ferrand, qui proposait une géographie descriptive se combinant avec une connaissance historique et naturaliste, mais restait peu scientifique et se doublait «d'une géographie de l'imaginaire».[25] Les Alpes étaient, selon l'expression même de Raoul Blanchard, «vierges de toute recherche». Son arrivée à Grenoble en 1906 devait renouveler entièrement cette approche géographique. Formé à la nouvelle école vidalienne qui avait commencé à se développer en France à partir des années 1870, Raoul Blanchard voyait dans les Alpes une remarquable illustration de la «région géographique», en opposition avec les découpages culturels et historiques antérieurs: «Il ne faut plus songer comme on le faisait autrefois à distinguer les Alpes de Savoie, du Dauphiné et de Provence. Ces divisions sont fondées sur des groupements historiques dont les limites ont d'ailleurs varié. Elles avaient en outre l'inconvénient de séparer les unes des autres des régions tout à fait identiques, tandis qu'elles groupaient dans une même rubrique des pays entièrement différents et qui ne veulent pas être réunis.»[26]
Pour travailler à une meilleure connaissance des Alpes et étudier cette «région alpine», Raoul Blanchard imagina, dès son arrivée à Grenoble, de fonder un «Institut de Géographie Alpine» qui devint l'un des principaux foyers français de recherches scientifiques – «une école géographique qui n'a de rivale en France que celle de Paris» affirmait le doyen de la Faculté en 1939[27] – et attira quelques-uns uns des meilleurs jeunes géographes du siècle (André Allix, Jules Blache°) pour étudier les Alpes dans ses différentes caractéristiques géologiques, économiques et humaines. En 1911, Raoul Blanchard publiait en outre la première édition de son étude Grenoble. *Étude de géographie urbaine.* Surtout, à partir de 1919, l'Institut commença à diffuser une revue régulière, la *Revue de Géographie Alpine.*

L'INVENTION DE LA RÉGION ALPINE

Si Raoul Blanchard incarna le modèle du grand ordonnateur de la morphologie régionale, il chercha également à mettre en pratique de ses conceptions géographiques. «A côté de l'universitaire reconnu et consacré, il présente un autre profil, celui d'un actif partenaire des milieux industriels gre-

noblois et d'un précurseur de certaines conceptions modernes de l'aménagement du territoire.»[28]

R. Blanchard avait l'ambition de faire accepter par le plus grand nombre sa vision des Alpes françaises, bien au-delà du seul milieu universitaire. «Une telle démarche donnait déjà une finalité sociale à son travail universitaire. En s'engageant au côté des industriels, il disposait de moyens supplémentaires pour diffuser son savoir géographique»?[29]

Cet engagement se concrétisa dans le projet de création d'une région économique des Alpes, avec Grenoble comme capitale. Dès le 25 août 1917, une circulaire du ministre Clémentel avait envisagé la création d'une région regroupant les chambres de commerce de l'Isère (sauf les arrondissements de Vienne et la Tour-du-Pin), des Savoie et des Hautes-Alpes. Face à ce projet, R. Blanchard prêcha pour une région plus grande, en adéquation avec sa vision géographique de la région alpine. Il chercha à faire accepter une région qui s'étendrait des rives du Léman à la Méditerranée. A nouveau, il s'agissait de la mise en application de principes vidaliens selon lesquels le concept de région naturelle devait «servir une réforme des divisions administratives dans lesquelles se meut notre vie publique». Sa conception géographique rejoignait les intérêts des industriels, notamment Joseph Bouchayer, pour lesquels «la région permettrait de s'émanciper d'un cadre départemental perçu comme étriqué et d'unir les forces des entreprises d'un même secteur».

Conformément à ses vœux, le ministère fixait le 5 avril 1919 les limites du XIIe Groupement Régional des Chambres de Commerce qui comprenait Annecy, Chambéry, Grenoble, Nice. En 1922, celui-ci publiait un recueil d'articles, écrits par Raoul Blanchard entre 1919 et 1921, sous le titre, «Etude économique sur la Région des Alpes françaises», dont l'objectif était de prouver l'existence de cette région alpine et la solidarité économique de ses différentes parties. «Il ne manque pas, à chaque occasion, d'élucider dans quelle mesure cette activité économique est solidaire de celles des autres circonscriptions alpines», était-il souligné dans l'avant-propos. La région naturelle fondait les principes de solidarité économique qui devaient exister entre ses différentes parties.

Au sein de cette région alpine, Grenoble cherchait alors à affirmer un rôle dominant qu'incarna plus particulièrement l'Exposition internationale de la Houille Blanche et du Tourisme de 1925.

Si la construction de Raoul Blanchard d'une région alpine du Léman à Nice

fut pourtant sans lendemain, le considérable essor économique, universitaire et démographique de la ville au cours des deux premiers tiers du XXe siècle conforta l'imaginaire d'une ville «capitale des Alpes». La construction régionale ne lui fut pourtant guère favorable. Alors que les départements alpins méridionaux furent rattachés à la région Provence-Côte d'Azur, le projet d'une région Alpes avorta devant la force du mouvement identitaire savoyard. Lorsque le régime de Vichy envisagea en 1941 de mettre en place une déconcentration administrative, on retint bien une région Dauphiné-Savoie, mais, au grand dam des Grenoblois, avec Chambéry comme capitale. Et ce Dauphiné-là se limitait déjà au seul département de l'Isère! Quand ensuite entre 1956 et 1960 émergèrent les débuts de la construction régionale en France, les deux Savoie et l'Isère furent en définitive, à défaut d'un accord possible, intégrées dans une grande région Rhône-Alpes.

Davantage que dans le cadre national, c'est au niveau international que la ville chercha alors à imposer cette image de ville de la montagne. Les Jeux olympiques de 1968 contribuèrent affirmer une image de «capitale des sports d'hiver» bien davantage que celle des Alpes. Mais parallèlement, cette image, largement véhiculée par les institutions de tourisme, changea aussi de sens.

Les années 1960 en effet furent celles de la construction d'un nouveau mythe grenoblois, celui d'un modèle économique et politique capable de s'imposer à l'échelle internationale. Si le modèle politique a été passablement écorné depuis le milieu des années 1980, la ville ne continue pas moins à incarner une référence à un mode de vie et une économie de haute technologie qui fondent notamment sa prétention à accueillir le siège de la Convention alpine. Certes, le Musée dauphinois, qui fait une grande place à l'ethnographie alpine, le centre d'étude de la neige de Météo-France, deux salons annuels organisés par les professionnels de la montagne (le SIG pour les sports de glisse, la SAM pour les aménagements touristiques de montagne) sont autant d'institutions majeures qui légitiment cette ambition. Mais dans ce contexte, «la montagne n'est plus celle de Blanchard [...]; elle n'est plus le terreau propice à l'épanouissement de la ville. Elle est devenue un écrin. Dès lors, le mythe grenoblois évacue l'idée de consubstantialité entre la ville et la montagne. Tout comme l'écrin ne suscite pas la perle qu'il contient, la montagne n'est plus perçue comme l'origine mythique de la ville. Elle n'est plus que le superbe faire-valoir d'un objet de convoitise qui s'appelle Grenoble.»[30]

Vu dans une perspective historique, il y a là un singulier retour au source. Au XVIIe siècle, René Le Pays n'aurait pas rejeté la métaphore de l'île, si fréquente dans les textes contemporains à propos de Grenoble. Mais la montagne d'aujourd'hui, dont les rivages bordent toujours la ville, n'est plus celle d'hier, celle des espaces inquiétants et des bêtes sauvages. Au moment où le modèle grenoblois est en crise, elles continuent à constituer un atout d'un nouveau développement possible.

NOTES

1 M.-C. Fourny, «L'identité alpine: un enjeu géopolitique pour les villes», *Histoire des Alpes,* 5, 2000, pp. 251–259.
2 Entre temps, le 19 novembre 2002, la conférence des Alpes des ministres de l'environnement ont choisi Innsbruck en tant que siège du secrétariat permanent de la Convention des Alpes, en attribuant à Bolzano un office décentré.
3 *Méthode pour étudier la Géographie,* de l'abbé Lenglet-Dufresnoy, à Paris, 1761, t. IV, pp. 653–654; Piganiol de la Force, *Nouvelle description de la France*, 3° éd., t. 4, Paris, Legras, 1753; abbé J.-J. Expilly, *Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de la France,* t. 3 (F–K), Amsterdam, 1764, pp. 663 sqq.
4 *Le Dauphiné et la Maurienne au XVIIe siècle,* Extraits du voyage d'Abraham Gölnitz, traduit et annotés par A. Macé, Grenoble 1868, p. 34.
5 *Le voyageur d'Europe [...],* par A. Jouvin de Rochefort, Paris 1672, t. 1, pp. 70–71.
6 *Les délices de la France, ou Description des Provinces, Villes principales [...] de ce beau Royaume*, Leide 1728, pp. 65–66.
7 Bibl. Mun. Grenoble, V 5986, René Le Pays, «Description de la ville de Grenoble», Lettre publiée dans *Amitiez, amours et amourettes,* Grenoble 1665.
8 B. Lepetit, *Les villes dans la France moderne (1740–1840),* Paris 1988.
9 J.-P. Bardet, *Rouen aux XVIIe et XVIIIe siècles. Les mutations d'un espace social,* Paris 1983, 2 vols., p. 424.
10 *Guide bleu illustré des Alpes françaises. Dauphiné-Savoie,* par St. Juge, Paris 1894, p. 139.
11 A. Guilbert, *Histoire des villes de France. Dauphiné,* Paris 1853, p. 10.
12 H. Ferrand, «L'alpinisme et le tourisme à Grenoble en 1904», in: M. M. Aubertrand et al., *Grenoble et le Dauphiné,* Grenoble 1904, pp. 203–224.
13 Michal-Ladichère, *Guides du voyageur à Grenoble et dans les environs* (1846); Dr. Roussillon, *Guide de l'Oisans* (1854); A. Macé, *Le Pic de Belledonne, Les montagnes de Saint-Nizier;* J. Taulier, *L'excursion des Sept-Laux;* Fisson et Vitu, *Le guide du département de l'Isère* (1856); A. Joanne, *Itinéraire du Dauphiné* (1862).
14 *Nouveau guide spécial de l'étranger à Grenoble et ses environs,* par D. Marchand, Grenoble 1880, pp. 29–30.
15 *Guide bleu illustré des Alpes françaises. Dauphiné-Savoie,* par St. Juge, Paris 1894, pp. 139–141.
16 Ferrand (cf. note 12), p. 204.
17 Ibid., p. 213.
18 Bibl. Mun. Grenoble, U 5835 et U 5836, *Le Dauphiné,* Notice illustrée publiée par le Syndicat d'Initiative de Grenoble et du Dauphiné, Grenoble 1900–1904.
19 H. Ferrand, *Grenoble, capitale des Alpes françaises,* Grenoble 1911.
20 H. Morsel, J.-F. Parent, *Les industries de la région grenobloise,* Grenoble 1996; H. Morsel,

«Les industries qui ont fait l'histoire de la région», in: Ville de Fontaine, *400000 habitants au cœur des Alpes, Actes du colloque du 15 novembre 1996*, Fontaine 1997, pp. 35–44.

21 A. D. Isère, *f* 8° 2538, *Procès-verbal de la Séance d'inauguration de l'Institut Électrotechnique,* Grenoble, 1901.

22 Ibid.

23 Ibid.

24 Discours prononcé lors de l'inauguration de l'Institut Brenier, le 3 novembre 1909, *Inauguration des nouvelles annexes de l'Université et Pose de la première pierre de l'Institut Brenier,* Grenoble 1909, pp. 5–8.

25 A. Féron, «Regards parallèles. Regards touristiques et géographie à la fin du XIXe siècle», *Revue de Géographie Alpine,* 3, t. LXXXII, 1994, pp. 63–80.

26 R. Blanchard, *Les Alpes françaises,* Paris 1925, p. 96, cité par Ph. Veitl, «Raoul Blanchard: dire et faire les Alpes», *Revue de Géographie Alpine,* 3, t. LXXXII, 1994, pp. 81–94.

27 J. Chevalier, «La Faculté des Lettres», *Université de Grenoble. 1339–1939,* Grenoble 1939, pp. 73–79.

28 Veitl (cf. note 26), pp. 81–94.

29 Ibid.

30 Debarbieux, «Histoire contemporaine de l'agglomération grenobloise et de ses choix stratégiques», in: Ville de Fontaine (cf. note 20), pp. 45–59.

Leere Seite
Blank page
Page vide